1969



un candidat rouge

une campagne révolutionnaire

LE REFERENDUM N'A RIEN REGLE

De Gaulle est parti. Après les élections de juin qui semblaient lui assurer une paisible fin de règne, il n'a pas tenu un an. Pourtant le succès des non au référendum demeure avant tout une manœuvre électorale de la bourgeoisie.

Le référendum avait pour but de canaliser vers les urnes l'agitation ouvrière et de refaire l'unité de la bourgeoisie autour de son sauveur. Mais le cœur n'y était pas ni la confiance. Après mai, le charme était rompu. La bourgeoisie attendait l'occasion de se débarrasser du vieillard en sauvant l'héritage : l'Etat fort sans de Gaulle.

En acceptant le terrain des urnes et de la légalité bourgeoise, en liquidant les méthodes de luttes de la classe ouvrière pour lui faire miroiter la pochette-surprise du référendum, le P.C.F. a permis à la bourgeoisie d'effectuer l'opération aux moindres frais, en empochant les voix ouvrières comme un simple apport.

Le départ de De Gaulle n'est pas le fait du jugement divin des âmes mais le contre-coup de la secousse de mai. L'édifice ébranlé du pouvoir ne s'en est pas remis. Quel que soit le dauphin, Poher ou Pompidou, sorti du chapeau électoral, rien ne sera pour autant résolu.

LES PRESIDENTIELLES NE REGLERONT RIEN

Toutes les fractions de la bourgeoisie envisageaient avec une pointe d'angoisse le départ de De Gaulle. Même si elles le souhaitaient. Elles redoutaient les lendemains incertains, le vide, le chaos. Pour combler ce vide et montrer que de Gaulle n'était pas si indispensable, la bourgeoisie est prête aujourd'hui à serrer les rangs derrière Poher ou Pompidou. C'est une façon de se rassurer en remplissant paisiblement le vide angoissant de l'après-gaullisme.

Face à cette continuité du pouvoir gaulliste, la gauche apparait morcelée et désemparée, plus divisée que jamais au moment où le problème de la succession est posé. L'Etat fort réclame de reposer sur une force homogène, et non sur un bricolage disparate de coteries rapiécées. Ou on combat l'Etat fort pour le détruire, ou on accepte son cadre, ses règles et ses lois. Devant cette alternative, le puzzle de la gauche unie a volé en éclats, et avec elle, le programme commun, la démocratie avancée, le passage progressif et sans bavures au socialisme par des voies parlementaires s'envolent comme les cochons et les couvées de Pérette.

Que l'héritier soit Pompidou ou Poher, rien ne sera pour autant réglé. Les causes de la colère de mai persistant, la crise financière menace toujours, le système politique n'est que provisoirement replâtré : mais personne ne croit plus à sa survie.

DE GAULLE EST TOMBE, REPRENONS L'OFFENSIVE !

Devant cette impasse politique et sociale du capitalisme français, les présidentielles nous fournissent l'occasion de développer autour de la candidature d'**ALAIN KRIVINE** une propagande révolutionnaire.

Cette propagande repose sur deux points fondamentaux.

1) Le terrain électoral est le terrain de la bourgeoisie ; les fractions de la bourgeoisie y évoluent et y manœuvrent : les urnes ne peuvent donner que des solutions bourgeoises. Contre les illusions électoralistes et parlementaires, nous devons développer la lutte sur le terrain où la classe ouvrière est forte : dans les usines et dans la rue. Si le bourgeois aime la discrétion de l'isoloir où chacun peut se livrer à ses calculs et à ses ambitions personnelles, les travailleurs trouvent leur force dans l'union de lutte au grand jour, à partir des lieux de travail.

2) Le problème du pouvoir ne sera pas résolu dans le cadre des lois et des institutions bourgeoises. Il ne s'agit pas de remplacer des ministères, de faire valser les gouvernements, de changer les présidents... pour finir par reprendre les mêmes.

Les combinaisons ministérielles, les dosages électoraux, les alliances parlementaires se déroulent hors du contrôle des masses et au profit de la bourgeoisie. De Gaulle parti, l'Etat bourgeois demeure avec ses lois, son armée, sa constitution, son assemblée. A ce pouvoir bourgeois, nous devons opposer le pouvoir des usines tel qu'il s'est exprimé en mai 68 par les comités d'usines et les comités de grève.

La candidature d'ALAIN KRIVINE n'est pas la candidature à une quelconque présidence. Elle n'est qu'une tribune pour une campagne révolutionnaire. Pour expliquer que de Gaulle tombé, nous devons reprendre le combat de mai sur le terrain de la lutte de classe.

pour soutenir politiquement cette campagne, organisez-vous dans les **comités rouges !**

- **Pour la soutenir financièrement, souscrivez au C.C.P. : Dominique MEHL, C.C.P. 24 786 41 Paris.**
- **Diffusez l'appel politique du candidat « Rouge » :**

1° Exigeons dès maintenant le rétablissement des conquêtes de Mai, l'abrogation des mesures patronales et gouvernementales consécutives aux élections de juin !

— Réajustement immédiat des salaires grignotés par une montée constante des prix.
— Réintégration immédiate des militants et des ouvriers licenciés et du personnel de l'O.R.T.F.
— Rétablissement des bourses et des sursis des étudiants.
— Levée de la dissolution des groupes d'avant-garde.
— Retour des étrangers expulsés.

2° Reprenons l'intégralité des revendications de Mai :

— Retour immédiat aux 40 heures.
— Echelle mobile des salaires et des heures de travail.
— Abrogation des ordonnances.

3° Opposons l'organisation des travailleurs en lutte aux mesures économiques et politiques de la bourgeoisie.

— Droit de veto sur les cadences, les licenciements, les fermetures d'usines.
— Création de comités d'action et de comités de lutte pour exercer ce droit de veto.

4° Organisons l'autodéfense et la vigilance.

— Contre l'agression des C.D.R., des S.A.C. et autres commandos réactionnaires, créons dans les lycées, les facultés et les quartiers des Comités d'Action et de vigilance antifascistes.
— Pour prévenir toute velléité putschiste de la réaction, exigeons le droit à l'organisation politique et syndicale des soldats du contingent.
— Exigeons la dissolution des C.R.S. et des Gardes mobiles, agents de la répression de Mai.

5° De Gaulle s'en va, finissons-en avec la législation gaulliste.

— Abrogation de la constitution de 1958.
— De Gaulle s'en va, son personnel reste, à la porte tout de suite l'Assemblée gaulliste élue en juin.

6° N'attendons pas de satisfactions hypothétiques consenties par la bourgeoisie. **Reprenons dès maintenant le combat** sur notre terrain, dans les quartiers, les usines et les universités. Développons la mobilisation populaire. Que l'Etat gaulliste parte avec de Gaulle : exigeons non pas la réélection d'une Chambre mais la réunion d'une **Assemblée Constituante pour le pouvoir des travailleurs !**

7° La crise du capitalisme ne se résoud pas dans les limites de l'Etat national. La seule façon d'en finir avec le capitalisme international, c'est de renouer avec l'internationalisme prolétarien, de lutter pour l'émancipation du prolétariat international, pour la victoire de la révolution socialiste mondiale.

— **Soutien actif, politique et matériel, à tous les détachements avancés du prolétariat en lutte, et en premier lieu à la révolution vietnamienne.**
— **Libération immédiate de tous les révolutionnaires emprisonnés dans les geôles de la bourgeoisie.**

pour transformer le non au référendum en victoire ouvrière,

reprenons le combat !

ligue communiste • lisez rouge • boîte postale 201 - paris 19e

Supplément à « ROUGE » N° 18.

S.A.I.E. MORIAMÉ 61 FG POISSONNIÈRE PARIS